

6.2

Réglementation et instructions générales

6.2 RÉGLEMENTATION ET INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

6.2.1 Consultation

Projets de règlements

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 8° et 20.1° et a. 331.2)

Règlement modifiant le Règlement 55-104 sur les exigences et dispenses de déclaration d'initié - Fonds d'investissement et certains produits structurés

Avis est donné par l'Autorité des marchés financiers (l'« AMF »), que, conformément à l'article 331.2 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, chapitre V-1.1, le règlement suivant dont le texte est publié ci-dessous, pourra être pris par l'AMF et ensuite soumis au ministre des Finances pour approbation, avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de 60 jours à compter de sa publication au Bulletin de l'AMF :

- *Règlement modifiant le Règlement 55-104 sur les exigences et dispenses de déclaration d'initié.*

Consultation

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit au plus tard le **8 juin 2026**, en s'adressant à :

Me Philippe Lebel
Secrétaire et directeur général des affaires juridiques
Autorité des marchés financiers
Place de la Cité, tour PwC
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Télécopieur : (514) 864-6381
Courrier électronique : consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Livia Alionte
Coordonnatrice experte à l'information continue
Direction de la surveillance des émetteurs et initiés
514 395-0337, poste 4336
Numéro sans frais : 1 877 525-0337
livia.alionte@lautorite.qc.ca

Charlotte Verdebout
Analyste experte à la réglementation
Direction de l'encadrement réglementaire
514 395-0337, poste 4339
Numéro sans frais : 1 877 525-0337
charlotte.verdebout@lautorite.qc.ca

Le 9 avril 2026



Canadian Securities
Administrators

Autorités canadiennes
en valeurs mobilières

Avis de consultation des ACVM

Projet de Règlement modifiant le Règlement 55-104 sur les exigences et dispenses de déclaration d'initié concernant les fonds d'investissement et certains produits structurés

Le 9 avril 2026

Introduction

Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les **ACVM** ou **nous**) publient pour une période de consultation de 60 jours un projet de modification (le **projet de modification**) de la partie 9 du *Règlement 55-104 sur les exigences et dispenses de déclaration d'initié* (le **Règlement 55-104**).

La période de consultation prendra fin le **8 juin 2026**.

Le texte du projet de modification est publié avec le présent avis et peut être consulté sur les sites Web des membres des ACVM, notamment les suivantes :

www.osc.ca
www.asc.ca
www.bcsc.bc.ca
www.fcaa.gov.sk.ca
www.fcnb.ca
www.lautorite.qc.ca
www.mbsecurities.ca
nssc.novascotia.ca

Objet

Le projet de modification vise à apporter des éclaircissements sur l'application du régime de déclaration d'initié aux opérations portant sur les fonds d'investissement et certains produits structurés, comme les billets structurés, les certificats américains d'actions étrangères (les **certificats américains**) et les certificats représentatifs d'actions canadiennes (les **certificats canadiens**), qui sont fondés sur des titres de l'émetteur assujetti de l'initié assujetti.

Le projet de modification viendrait préciser que les initiés assujettis ne peuvent pas se prévaloir de la dispense actuellement prévue au paragraphe g de l'article 9.7 du Règlement 55-104 à l'occasion des opérations susmentionnées.

Contexte

Depuis quelque temps, certains fonds d'investissement dont les titres d'un émetteur assujetti sont susceptibles de constituer une composante importante de leur valeur marchande, comme les fonds négociés en bourse à émetteur unique, suscitent l'intérêt, ce qui nous amène à publier le présent projet de modification. De tels fonds sont apparus sur le marché canadien en août 2025

et depuis, d'autres fonds qui suivent de grands émetteurs assujettis canadiens ont également vu le jour.

Par ailleurs, il existe désormais des produits structurés offrant de nouveaux moyens d'obtenir une exposition économique (appelée « risque financier » dans le Règlement 55-104) à un émetteur assujetti qui soit équivalente à un investissement dans les titres de ce même émetteur. Par exemple, des billets structurés, des certificats américains et des certificats canadiens d'une grande variété d'émetteurs ont été lancés.

Sommaire du projet de modification

La dispense de déclaration d'initié énoncée au paragraphe *f* de l'article 9.7 du Règlement 55-104 s'adresse aux initiés assujettis qui acquièrent ou aliènent des titres d'un fonds d'investissement susceptible de détenir des titres de l'émetteur assujetti à l'égard duquel ils sont initiés. Elle prévoit la condition importante selon laquelle « les titres de l'émetteur assujetti ne constituent pas une composante importante de la valeur marchande du fonds d'investissement ». La dispense établie au paragraphe *g* de l'article 9.7 de ce même règlement n'avait pas vocation à s'appliquer aux fonds d'investissement. Le projet de modification les soustrairait à son application et, par conséquent, le paragraphe *f* susmentionné serait la dispense applicable à l'acquisition ou à l'aliénation de titres d'un fonds d'investissement par un initié assujetti.

En outre, le projet de modification aurait pour effet de confirmer que la dispense de déclaration d'initié prévue au paragraphe *g* de l'article 9.7 ne s'applique pas à l'égard de certains produits structurés pour lesquels la valeur ou le cours est fonction d'un titre, d'un élément, d'une formule ou d'un repère sous-jacents qui est un titre de l'émetteur assujetti ou dont une composante importante est un titre de l'émetteur assujetti ou un instrument financier lié à un tel titre, comme les billets structurés, les certificats américains et les certificats canadiens. Cette orientation cadre avec l'esprit de la dispense.

Points d'intérêt local

Une annexe au présent avis est publiée dans tout territoire intéressé où sont proposées des modifications de la législation en valeurs mobilières locale, notamment à des avis ou à d'autres documents de politique locaux. Elle contient également toute autre information qui ne se rapporte qu'au territoire intéressé.

Consultation

Veuillez présenter vos commentaires par écrit au plus tard le **8 juin 2026**.

Veuillez transmettre vos commentaires à l'adresse suivante : <https://www.autorites-valeurs-mobilières.ca/consultations/avis-de-consultation-des-acvm-projet-de-reglement-modifiant-le-reglement-55-104-sur-les-exigences-et-dispenses-de-declaration-dinitie-concernant-les-fonds-dinvestissement-et-certain/>. Les commentaires soumis via ce lien parviendront aux membres des ACVM suivants :

British Columbia Securities Commission
 Alberta Securities Commission
 Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan
 Commission des valeurs mobilières du Manitoba
 Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
 Autorité des marchés financiers

Commission des services financiers et des services aux consommateurs du Nouveau-Brunswick
 Superintendent of Securities, Department of Justice and Public Safety, Île-du-Prince-Édouard
 Nova Scotia Securities Commission
 Office of the Superintendent of Securities, Service NL, Terre-Neuve-et-Labrador
 Bureau du surintendant des valeurs mobilières des Territoires du Nord-Ouest
 Bureau du surintendant des valeurs mobilières du Yukon
 Surintendant des valeurs mobilières, Nunavut

En soumettant vos commentaires via le lien ci-dessus, vous les soumettez également à :

M^e Philippe Lebel
 Secrétaire et directeur général des affaires juridiques
 Autorité des marchés financiers
 Place de la Cité, tour PwC
 2640, boulevard Laurier, bureau 400
 Québec (Québec) G1V 5C1
 Télécopieur : 514 864-8381
 Courriel : consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Nous ne pouvons préserver la confidentialité des commentaires parce que la législation en valeurs mobilières de certaines provinces exige la publication d'un résumé des commentaires écrits reçus pendant la période de consultation. Les commentaires seront affichés sur le site Web de l'Alberta Securities Commission au www.asc.ca, sur celui de l'Autorité des marchés financiers au www.lautorite.qc.ca et sur celui de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario au www.osc.ca. Nous invitons donc les intervenants à ne pas inclure de renseignements personnels directement dans les commentaires à publier. Il importe de préciser en quel nom le mémoire est présenté.

Questions

Veuillez adresser vos questions à l'une des personnes suivantes :

Autorité des marchés financiers

Livia Alionte
 Coordonnatrice experte à l'information continue
 Direction de la surveillance des émetteurs et initiés
 514 395-0337, poste 4336
livia.alionte@lautorite.qc.ca

Charlotte Verdebout
 Analyste experte à la réglementation
 Direction de l'encadrement réglementaire
 514 395-0337, poste 4339
charlotte.verdebout@lautorite.qc.ca

Commission des valeurs mobilières de l'Ontario

Paul Hayward
 Senior Legal Counsel
 Corporate Finance Division
 416 593-8288
phayward@osc.ca

Tegan Raco
 Legal Counsel II
 Corporate Finance Division
 416 263-7717
traco@osc.ca

British Columbia Securities Commission

Noreen Bent
 Chief, Corporate Finance Legal Services

James Leong
 Senior Legal Counsel, Corporate

604 899-6741
nbent@bcsc.ca

Finance
 604 899-6681
jleong@bcsc.bc.ca

Alberta Securities Commission

Lanion Beck
 Senior Legal Counsel, Corporate Finance
 403 355-3884
lanion.beck@asc.ca

Melissa Yeh
 Legal Counsel, Corporate Finance
 403 355-4181
melissa.yeh@asc.ca

Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan

Caroline Smith
 Senior Legal Counsel, Securities Division
 306 787-9492
caroline.smith@gov.sk.ca

Commission des valeurs mobilières du Manitoba

Patrick Weeks
 Deputy Director – Corporate Finance
 204 945-3326
patrick.weeks@gov.mb.ca

Nova Scotia Securities Commission

Jack Jiang
 Securities Analyst, Corporate Finance
 902 424-7059
jack.jiang@novascotia.ca

Commission des services financiers et des services aux consommateurs du Nouveau-Brunswick

Ray Burke
 Responsable, Financement des sociétés
 506 643-7435
ray.burke@fcnb.ca

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 55-104 SUR LES EXIGENCES ET DISPENSES DE DÉCLARATION D'INITIÉ

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 8° et 20.1°)

1. Le Règlement 55-104 sur les exigences et dispenses de déclaration d'initié (chapitre V-1.1, r. 31) est modifié par l'insertion, après l'article 9.7, du suivant :

« Inapplicabilité de la dispense

9.8. Le paragraphe g de l'article 9.7 ne s'applique pas à l'acquisition ou à l'aliénation d'un titre ou d'un intérêt dans un titre d'un émetteur dans les cas suivants :

- a) l'émetteur est un fonds d'investissement;
- b) la valeur ou le cours du titre ou de l'intérêt dans le titre est fonction d'un titre, d'un élément, d'une formule ou d'un repère sous-jacent qui est un titre de l'émetteur assujetti ou dont une composante importante est un titre de l'émetteur assujetti ou un instrument financier lié à un tel titre. ».

2. Le présent règlement entre en vigueur le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement*).

Draft Regulation

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331.1, pars. (8) and (20.1), and s. 331.2)

Regulation to amend Regulation 55-104 respecting Insider Reporting Requirements and Exemptions - Investment Funds and Certain Structured Products

Notice is hereby given by the *Autorité des marchés financiers* (the "AMF") that, in accordance with section 331.2 of the *Securities Act*, chapter V-1.1, the following Regulation, the text of which is published hereunder, may be made by the AMF and subsequently submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment, after 60 days have elapsed since its publication in the Bulletin of the AMF:

- *Regulation to amend Regulation 55-104 respecting Insider Reporting Requirements and Exemptions.*

Request for comment

Comments regarding the above may be made in writing by **June 8, 2026**, to the following:

Me Philippe Lebel
Secrétaire et directeur général des affaires juridiques
Autorité des marchés financiers
Place de la Cité, tour PwC
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Fax : (514) 864-6381
E-mail : consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Further information

Further information is available from:

Livia Alionte
Senior Continuous Disclosure Coordinator
Supervision of Issuers and Insiders
514 395-0337, ext. 4336
Toll-free: 1 877 525-0337
livia.alionte@lautorite.qc.ca

Charlotte Verdebout
Senior Policy Advisor
Regulatory Policy
514 395-0337, ext. 4339
Toll-free: 1 877 525-0337
charlotte.verdebout@lautorite.qc.ca

April 9, 2026



Canadian Securities
Administrators

Autorités canadiennes
en valeurs mobilières

CSA Notice of Consultation

Draft Regulation to amend Regulation 55-104 respecting Insider Reporting Requirements and Exemptions Relating to Investment Funds and Certain Structured Products

April 9, 2026

Introduction

The Canadian Securities Administrators (the **CSA** or **we**) are publishing for a 60-day comment period a draft amendment (the **Draft Amendment**) to Part 9 of *Regulation 55-104 respecting Insider Reporting Requirements and Exemptions* (**Regulation 55-104**).

The comment period will end on **June 8, 2026**.

The text of the Draft Amendment is published with this Notice and will also be available on websites of CSA jurisdictions, including:

www.osc.ca

www.asc.ca

www.bcsc.bc.ca

www.fcaa.gov.sk.ca

www.fcmb.ca

www.lautorite.qc.ca

www.mbsecurities.ca

nssc.novascotia.ca

Substance and Purpose

The Draft Amendment is intended to clarify the insider reporting regime applicable to transactions involving investment funds, and certain structured products, such as structured notes, American Depositary Receipts (**ADRs**) and Canadian Depositary Receipts (**CDRs**), that are based on securities of the reporting insider's reporting issuer.

The Draft Amendment would clarify that the existing exemption in paragraph 9.7(g) of Regulation 55-104 cannot be relied upon by reporting insiders in connection with transactions in investment funds or certain structured products.

Background

We are publishing the Draft Amendment at this time following recent interest in certain investment funds for which securities of a reporting issuer would be expected to form a material component of the investment fund's market value, such as single-issuer exchange traded funds. Single-issuer exchange traded funds were launched in the Canadian market in August 2025. Since that time, other funds have been launched that track major Canadian reporting issuers.

In addition, structured products that provide alternative means to obtain economic exposure to a reporting issuer that is equivalent to investing in the securities of a reporting issuer have been



Canadian Securities
Administrators

Autorités canadiennes
en valeurs mobilières

made available. For example, structured notes, ADRs and CDRs have been launched for a wide variety of issuers.

Summary of the Draft Amendment

The insider reporting exemption in paragraph 9.7(f) of Regulation 55-104 is intended for reporting insiders who acquire or dispose of securities of an investment fund that may hold securities of the reporting insider's reporting issuer. This exemption includes the important condition that "securities of the reporting issuer do not form a material component of the investment fund's market value". The exemption in paragraph 9.7(g) of Regulation 55-104 was not intended to be available for investment funds. The Draft Amendment would exclude investment funds from the exemption in paragraph 9.7(g). As a result, the exemption in paragraph 9.7(f) would be the relevant exemption for acquisitions or dispositions of securities of investment funds by reporting insiders.

In addition, the Draft Amendment would clarify that the insider reporting exemption in paragraph 9.7(g) does not apply in respect of certain structured products in respect of which the value or market price of the product is derived from, referenced to or based on an underlying security, interest, benchmark or formula that is, or includes as a material component, a security of the reporting issuer or a related financial instrument involving a security of the reporting issuer, such as structured notes, ADRs or CDRs. This is consistent with the policy intent underlying the exemption.

Local Matters

An annex to this Notice is being published in any local jurisdiction that is proposing related changes to local securities laws, including local notices or other policy instruments in that jurisdiction. It also includes any additional information that is relevant to that jurisdiction only.

Request for Comments

Please submit your comments in writing on or before **June 8, 2026**.

Submit your comments here: <https://www.securities-administrators.ca/consultations/csa-notice-and-request-for-comment-proposed-amendment-to-national-instrument-55-104-insider-reporting-requirements-and-exemptions-relating-to-investment-funds-and-certain-structured-products/>. By using the link, your comments will be submitted to the following CSA members.

British Columbia Securities Commission
 Alberta Securities Commission
 Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan
 Manitoba Securities Commission
 Ontario Securities Commission
 Autorité des marchés financiers
 Financial and Consumer Services Commission of New Brunswick
 Superintendent of Securities, Department of Justice and Public Safety, Prince Edward Island
 Nova Scotia Securities Commission
 Office of the Superintendent of Securities, Service NL
 Northwest Territories Office of the Superintendent of Securities
 Office of the Yukon Superintendent of Securities
 Superintendent of Securities, Nunavut



**Canadian Securities
Administrators**

**Autorités canadiennes
en valeurs mobilières**

By submitting your comments through the link above, you are also submitting your comments to:

Me Philippe Lebel
Corporate Secretary and Executive Director, Legal Affairs
Autorité des marchés financiers
Place de la Cité, tour PwC
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Fax: 514 864-8381
E-mail: consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

We cannot keep submissions confidential because securities legislation in certain provinces requires publication of the written comments received during the comment period. Comments received will be posted on the websites of each of the Alberta Securities Commission at www.asc.ca, the Autorité des marchés financiers at www.lautorite.qc.ca and the Ontario Securities Commission at www.osc.ca. You should not include personal information directly in comments as the comments will be published and publicly available. It is important that you state on whose behalf you are making the submission.

Questions

Please refer your questions to any of the following:

Autorité des marchés financiers

Livia Alionte
Senior Continuous Disclosure Coordinator
Supervision of Issuers and Insiders
514 395-0337, ext. 4336
livia.alionte@lautorite.qc.ca

Charlotte Verdebout
Senior Policy Advisor
Regulatory Policy
514 395-0337, ext. 4339
charlotte.verdebout@lautorite.qc.ca

Ontario Securities Commission

Paul Hayward
Senior Legal Counsel
Corporate Finance Division
416 593-8288
phayward@osc.ca

Tegan Raco
Legal Counsel II
Corporate Finance Division
416 263-7717
traco@osc.ca

British Columbia Securities Commission

Noreen Bent
Chief, Corporate Finance Legal Services
604 899-6741
nbent@bcsc.ca

James Leong
Senior Legal Counsel, Corporate Finance
604 899-6681
jleong@bcsc.bc.ca

Alberta Securities Commission

Lanion Beck
Senior Legal Counsel, Corporate Finance
403 355-3884
lanion.beck@asc.ca

Melissa Yeh
Legal Counsel, Corporate Finance
403 355-4181
melissa.yeh@asc.ca



**Canadian Securities
Administrators**

**Autorités canadiennes
en valeurs mobilières**

Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan

Caroline Smith
Senior Legal Counsel, Securities Division
306 787-9492
caroline.smith@gov.sk.ca

Manitoba Securities Commission

Patrick Weeks
Deputy Director – Corporate Finance
204 945-3326
patrick.weeks@gov.mb.ca

Nova Scotia Securities Commission

Jack Jiang
Securities Analyst, Corporate Finance
902 424-7059
jack.jiang@novascotia.ca

Financial and Consumer Services Commission of New Brunswick

Ray Burke
Manager, Corporate Finance
506 643-7435
ray.burke@fcnb.ca

REGULATION TO AMEND REGULATION 55-104 RESPECTING INSIDER REPORTING REQUIREMENTS AND EXEMPTIONS

Securities Act

(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (8) and (20.1))

1. Regulation 55-104 respecting Insider Reporting Requirements and Exemptions (chapter V-1.1, r. 31) is amended by inserting, after section 9.7, the following:

“Exemption not available

9.8. Paragraph 9.7(g) does not apply to the acquisition or disposition of a security, or an interest in a security, of an issuer if

(a) the issuer is an investment fund, or

(b) the value or market price of the security, or the interest in a security, is derived from, referenced to or based on an underlying security, interest, benchmark or formula that is, or includes as a material component, a security of the reporting issuer or a related financial instrument involving a security of the reporting issuer.”.

2. This Regulation comes into force on *(insert the date of coming into force of this Regulation)*.

6.2.2 Publication

Aucune information.